



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 28 juin 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

2022 - 93 ENGAGEMENT A SERVIR DES AGENTS DE POLICE MUNICIPALE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 juin 2022, s'est réuni le mardi 28 juin 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMANTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°82 à N°86)
Madame Mélanie ZARRILLO
(Prend part aux délibérations N°82 à N°86)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Nicolas DOYEN
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Nicolas DOYEN à Madame Valérie COPIN
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Madame Mélanie ZARRILLO à Madame Annie OGGERO-MAIRE
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 29 mars 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

DU 28 JUIN 2022

ENGAGEMENT A SERVIR DES AGENTS DE POLICE MUNICIPALE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de valider l'application d'un engagement à servir lors du recrutement stagiaire des agents de police municipale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

La loi 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés a introduit un article L.412-57 au sein du code des collectivités territoriales leur permettant lorsqu'elles prennent en charge la formation d'un fonctionnaire stagiaire de la police municipale, de lui imposer un engagement à servir pour une durée maximale de trois ans à compter de sa titularisation.

Ce texte a vocation à fidéliser et responsabiliser les agents.

Il permet de leur imputer le coût de leur formation, contrairement au dispositif déjà en vigueur qui prévoit la possibilité en cas de mutation dans les trois ans du recrutement, d'un versement par la collectivité d'accueil à la collectivité d'origine d'une indemnité couvrant leur rémunération pendant le temps de formation et le cas échéant, le coût de toute formation complémentaire suivie au cours des trois années (article L.512-25 du Code Général de la fonction publique).

Le décret 2021-1920 du 30 décembre 2021 précise les modalités de la mise en œuvre de cet engagement à servir.

Ainsi, l'engagement à servir n'est pas une obligation.

Si la commune souhaite l'imposer, le candidat stagiaire doit en être informé par écrit préalablement à sa nomination.

A cette fin il souscrit, au moment de sa nomination, un engagement écrit de servir la collectivité pendant une durée ne pouvant excéder trois ans. Ce délai, qui peut donc être réduit, démarre à compter de sa titularisation.

L'engagement précise en outre l'obligation de remboursement à la collectivité d'une somme forfaitaire correspondant à :

- 10 877 € pour les agents de police municipale
- 16 789 € pour les chefs de service de police municipale
- 39 875 € pour les directeurs de police municipale

Le montant du remboursement est exclusif des dispositions de remboursement par la collectivité d'accueil en cas de mutation et est fixé selon la date à laquelle intervient la rupture par rapport à la date de titularisation selon les taux imposés suivants :

- 100 % la 1^{ère} année
- 60 % la 2^{ème} année
- 30 % la 3^{ème} année

Enfin, l'autorité territoriale peut dispenser l'agent qui rompt son engagement de tout ou partie du remboursement, pour des motifs impérieux notamment tirés de son état de santé ou de nécessités d'ordre familial et ce sur la base de justificatifs, mais si la dispense porte sur la totalité du remboursement, alors il peut être fait application des mesures prévues à l'article L.512-25 du Code Général de la fonction publique.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 juin 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la mise en place de cet engagement à servir des agents de police municipale.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **29 JUIN 2022**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

